



Le Comité logement Rive-Sud s'invite dans la campagne électorale

Malgré la période estivale, le Comité logement Rive-Sud est resté très actif durant la campagne électorale qui s'est terminée le 4 septembre avec l'élection du Parti Québécois dirigé par Pauline Marois.

Les militantes et les militants du Comité logement Rive-Sud se sont fait entendre dans les médias et dans les manifestations. Tout au long de la campagne électorale nous sommes assurés de rappeler aux candidates et aux candidats qu'il faut faire la lutte à la pauvreté et investir massivement pour la création de 50 000 logements et d'un programme HLM.

Le 16 août les militants du Comité logement se sont joints à l'action tintamarre organisé par le **FRAPRU**. Des dizaines de militantes et de militants ont fait du bruit devant l'hôtel Westin de Montréal où se déroulait un débat organisé, par le Conseil du patronat, sur l'économie entre les porte-parole du PLQ, du PQ et de la CAQ. C'était pour le FRAPRU une occasion d'interpeller les partis politiques pour réclamer des engagements électoraux en faveur du logement social.

Le mercredi 22 août, nous étions 11 militantes et militants du Comité Logement Rive-Sud à nous joindre à la grande manifestation unitaire, organisée par la **Coalition opposée à la tarification et à la privatisation de services publics**. Au total, nous étions des dizaines de milliers de militantes et de militants à marcher dans les rues de Montréal pour dénoncer les politiques néolibérales. Rappelons que la coalition milite pour une meilleure redistribution de la richesse, pour réduire les inégalités, pour protéger nos services public et éliminer la pauvreté.

Le 27 et 28 août le Comité Logement Rive-Sud a convoqué les médias locaux à deux conférences de presses. La première dans nos locaux du 311 rue Mcleod à Chateauguay et l'autre au 238 rue St-Louis à Ville LeMoyne. François Giguère et Réal Brais ont profité de cette tribune pour demander aux candidats de la Rive-Sud de se positionner face aux demandes



Le 28 août le Comité Logement Rive-Sud a convoqué les Médias locaux à une conférence de presse dans nos locaux du 238 rue St-Louis à Ville LeMoyne

du Comité logement; 50 000 nouveaux logements sociaux sur 5 ans; la permanence des suppléments au loyer accordés dans le programme AccèsLogis; mettre sur pied une politique globale en itinérance; faire reconnaître le droit au logement dans la Charte québécoise des droits et libertés ; et adopter une politique globale en habitation incluant un code québécois du logement.

Suite à la conférence de presse, nous avons fait parvenir un communiqué de presse à tous les médias locaux et aux candidats concernés.

Le Parti Québécois formera un gouvernement minoritaire

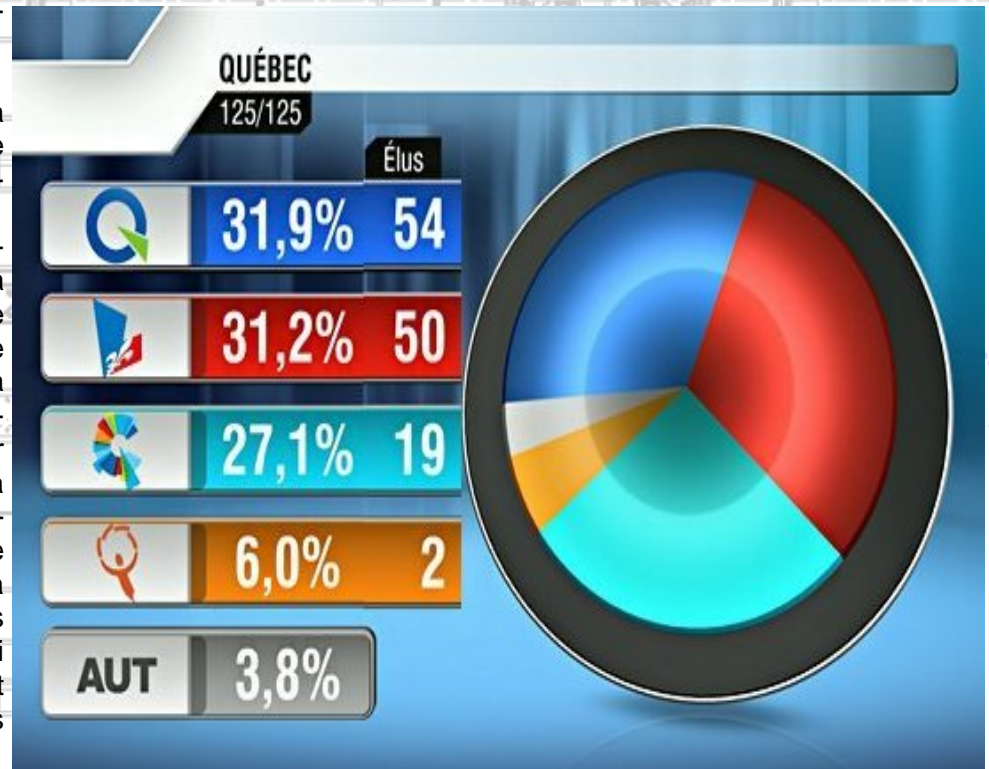
Le Parti Québécois fut porté au pouvoir le 4 septembre dernier. Pauline Marois devient ainsi la première femme à occuper le poste de première ministre du Québec. Il s'agit là d'un événement important en soi. Mais que signifie l'arrivée du parti Québécois pour les militantes et les militants du Comité Logement. Voyons de plus près les promesses tenues par le PQ durant la Campagne électorale.

D'alors le PQ s'est engagé à abolir la hausse des droits de scolarité qui devaient s'échelonner de 2012 à 2018 et tenir un sommet sur l'enseignement supérieur. Notons que la porte n'est pas fermée à une hausse de frais de scolarité. Le PQ s'est également engagé à abolir la taxe santé de 200 dollars par personne et à écarter toute politique de tarification à l'acte, comme les « tickets modérateurs » ou toute autre forme de taxation régressive. Il s'agit là de très bonnes nouvelles puisque ces décisions du parti Libéral du Québec pénalisaient les couches les plus démunies de la société.

Le PQ s'est également engagé à financer les organismes communautaires sur un mode pluriannuel, plus stable et récurrent, de façon à réduire le fardeau bureaucratique des organismes comme de l'État. Il s'agit là d'une demande faite par les différents groupes communautaires depuis plusieurs années. Les organismes pourront conséquemment offrir de meilleurs services aux gens les moins nantis.

Le PQ s'engage à adopter un plan de développement de construction de logements sociaux et de coopératives d'habitation dans toutes les villes du Québec. Il veut introduire une obligation légale aux promoteurs immobiliers, qui ne prévoient pas une part réservée aux logements sociaux dans leur projet, de contribuer à un fonds de financement du logement social et coopératif. Le parti s'engage même à financer la réalisation de 3000 logements sociaux par année pendant 5 ans.

Plusieurs de ces promesses sont intéressantes et ont le potentiel pour aider beaucoup de gens. Malheureusement nous sommes encore loin des 50 000 logements sociaux en 5 ans dont le Québec a besoin pour répondre aux besoins impérieux des locataires québécois.



Nous voyons, dans les promesses du PQ, une autre preuve que nos luttes font avancer les choses. En effet, beaucoup de ces promesses sont une réponse à la mobilisation importante des groupes comme le FRAPRU et la Coalition opposée à la privatisation et la tarification des services publics.

Malgré toutes ces belles promesses, le PQ est minoritaire et il devra composer avec une opposition de droite et avec la balance du pouvoir. Il faut donc continuer la lutte pour que le gouvernement respecte ses engagements et se tenir prêt pour une éventuelle campagne électorale dans un ans ou deux. L'histoire récente du Québec et du Canada nous montre qu'un gouvernement minoritaire à une très courte durée de vie.

Calendrier : septembre—octobre—novembre

13-14 septembre:

Assemblée générale du FRAPRU

3 octobre:

Marche des parapluies de Centraide

17 octobre:

Présentation sur les droits des locataires au CJE de Brossard

21 novembre:

Commission populaire itinérante du FRAPRU

Commission populaire itinérante sur le logement

Le FRAPRU organisera, entre les 10 octobre et 23 novembre 2012, une Commission itinérante sur le logement. Ce projet ambitieux vise à faire connaître les problèmes de logement vécus partout au Québec. Cette commission a donc le mandat de faire un arrêt dans toutes les régions administratives du Québec.

Les équipes de chaque régions se mettent présentement en marche. La première tâche est la sélection des commissaires qui seront chargés d'écouter les témoignages des locataires ou groupes sociaux présents lors du passage de la commission dans leur régions. Parmi le groupe de commissaires, il y aura des militants du FRAPRU, des individus œuvrant ou ayant travaillé au sein de groupes de défense des

droits humains et sociaux, des syndicats ou toutes autres expériences jugées pertinentes. En plus de se déplacer de ville en ville, ils devront produire deux rapports qui seront remis aux gouvernement du Québec et d'Ottawa.

En Montérégie, la commission aura lieu le 21 novembre prochain à Longueuil. Le Comité logement Rive-Sud, La Virevolte, l'association des locataires de Bienville et le Comité logement Beauharnois peaufinent actuellement les détails de la journée. Si vous voulez savoir comment vous pouvez nous aider à organiser l'évènement ou encore pour faire un témoignage, n'hésitez pas à communiquer avec nous au 450-699-3060#4 ou au 450-812-8228.

Développement à Saint-Philippe

La bonne nouvelle de l'automne concerne la mise en chantier imminente d'un projet d'OSBL d'habitation à Saint-Philippe. Cette municipalité au sud de La Prairie n'avait, avant cette année, aucun logement social sur son territoire.

Le terrain acheté par Habitation La Gaillarde permet la construction de



36 logements. Le projet comprend 12 unités pour les familles et personnes seules et 24 unités pour les personnes âgées de 75 ans ou de 65 ans avec une légère perte d'autonomie. Les locataires pourront prendre possession de leur logement au printemps.

En route vers la grève sociale

L'élection d'un gouvernement péquiste, bien que minoritaire, nous laisse croire que certaines mesures inéquitables du budget de 2010 du parti Libéral seront abolies. Nous visons directement la hausse des droits de scolarité de 75% et la taxe de la santé de 200\$. La prochaine Première ministre, Pauline Marois, en a fait une promesse électorale.

La position difficile dans laquelle son gouvernement se trouve, il faut 64 députés pour avoir une majorité alors que le Parti Québécois a fait élire seulement 54 députés, demande que les mouvements sociaux maintiennent une pression sur ce nouveau gouvernement.

La réponse de la Coalition opposée à la tarification et la privatisation des services publics a été de demander au groupe membre, dont le FRAPRU, de consulter leurs membres sur la possibilité de déclencher une grève sociale dès l'automne.



Il faut savoir qu'une grève sociale est différente qu'une grève syndicale. Le peu d'exemple de grève sociale au Québec ne permet pas d'avoir une idée claire des implications d'une telle action. D'abord elle ne porte pas sur un contrat de travail mais a un objectif à portée sociale ou politique. La grève sociale qui pourrait avoir lieu cet automne aurait pour objectif d'obtenir;

- Le retrait de la taxe de la santé, de la hausse des frais de scolarité, l'augmentation des tarifs d'électricité en 2014.
- Le retrait de la loi spéciale (ex-projet de loi 78)
- La mise en place de mesures, fiscales et autres, permettant de mettre davantage à contribution les personnes à haut revenu et les grandes entreprises.

En d'autres mots, ce n'est pas les employés qui déclarent la grève mais plutôt l'organisme. Cette dernière choisi de ne plus rendre certains services afin de faire pression sur le gouvernement. Plus concrètement, pour les organismes membres du FRAPRU, la grève sociale signifie;

- la suspension de toutes les activités régulières de l'organisme ;
- la référence de toutes les demandes de services aux instances gouvernementales ou paragouvernementales concernées (députés, Régie du logement, offices municipaux d'habitation, etc.) ;
- l'organisation et/ou la participation quotidiennes à des activités liées à la grève sociale (manifestations, actions directes, perturbations économiques, activités d'éducation populaire, etc.).

La grève sociale aurait un impact sur les services rendus par le Comité logement

Rive-Sud. Par exemple, nous référerions à d'autres organismes toutes personnes désirant de l'information sur la défense des droits des locataires.

Tous les membres du Comité logement présents aux dernières Assemblées générales de Longueuil et Châteauguay se sont familiarisés avec cette action. La discussion fut très enrichissante. Malgré les nombreuses questions, les membres présents ont donné leurs accords à la grève sociale.

La prochaine assemblée générale du FRAPRU aura lieu les 13 et 14 septembre. Nous pourrions alors constater si une majorité de groupes membres ont reçu aussi un mandat de grève sociale de leurs membres.